

N° DP 25/1

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC PASSAGE DE LIGNE ELECTRIQUE SOUTERRAINE / SITE DE LA COLLE NOIRE N°83-343 COMMUNE DU PRADET

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil d'Administration du Conservatoire du littoral du 20 juin 2023 approuvant la convention type de passage de ligne électrique souterraine,

VU la décision métropolitaine du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral, incluant le massif de la Colle Noire et de cap Garonne, signée le 28 septembre 2020,

VU le projet de convention, ci-joint,

CONSIDERANT qu'ENEDIS a sollicité le Conservatoire du littoral et la Métropole pour l'autoriser à établir sur le domaine de cap Garonne une ligne souterraine, sur les parcelles BH 54 et 56, lieudit « le Pas des Gardéens »,

CONSIDERANT que pour se faire, l'autorisation de réaliser ces travaux porte sur une emprise de 8,8 m², correspondant à une longueur de 88 ml et une profondeur d'au moins 1 mètre dont le plan de localisation est annexé à ladite convention,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité de gestionnaire, s'engage à ne procéder sur cette emprise à aucun travaux, dépôts, remblais, plantations de nature à porter préjudice à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et à la solidité des ouvrages,

CONSIDERANT que cette autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente convention, et pour la durée de l'exploitation de la ligne électrique par le bénéficiaire,

CONSIDERANT que la contrepartie financière est le versement d'une redevance unique au profit du Conservatoire du littoral d'un montant de 2 841 euros,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE SIGNER la convention de maîtrise d'ouvrage avec le Conservatoire du littoral et ENEDIS en vue de la réalisation de travaux d'enfouissement dans le sol d'une ligne électrique à une profondeur d'au moins 1 mètre.

La présente Décision sera

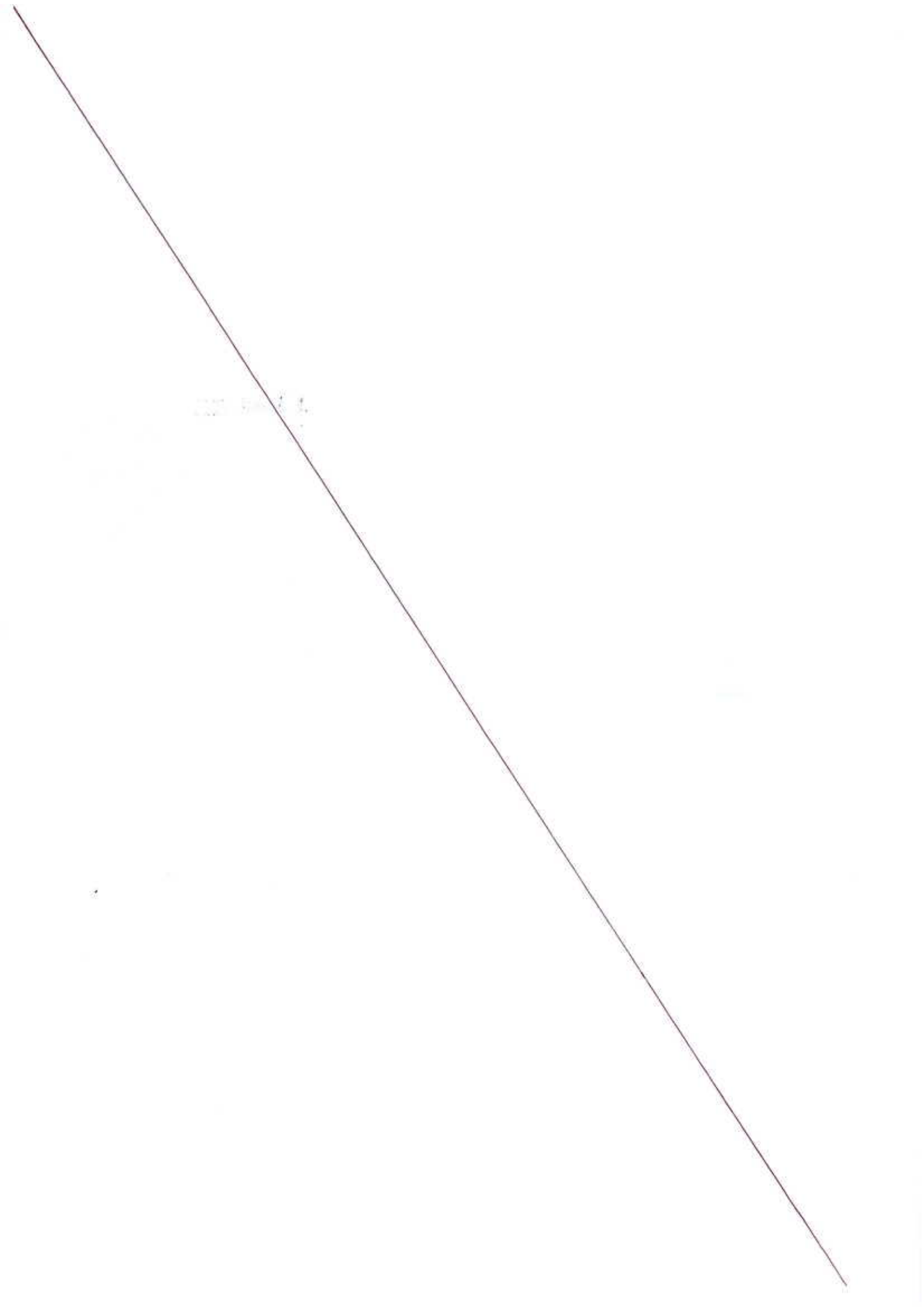
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JAN. 2020**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC**

**PASSAGE DE LIGNE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE
SITE DE LA COLLE NOIRE n°83-343
COMMUNE du PRADET (Var)**

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2125-1 et suivants et R.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du conseil d'administration du Conservatoire du littoral en date du 20 juin 2023 approuvant la convention type de passage de ligne électrique souterraine,

ENTRE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, BP 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par son Directeur, M. Philippe VAN DE MAELE,
Ci-après dénommé « **Le Conservatoire du littoral** »,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN et dont le siège est à l'hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30 536, 83 041 TOULON CEDEX, gestionnaire du bien désigné ci-après et Ci-après dénommée « **Gestionnaire** »,

ET

ENEDIS, Direction Régionale Côte d'Azur, Domaine Raccordement, Ingénierie, BP 463, 83055 Toulon Cedex représenté par
Ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** »,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

PRÉAMBULE

Le Conservatoire du littoral est propriétaire d'un ensemble immobilier sur le Massif forestier de la Colle Noire réparti sur les Communes de Carqueiranne et du Pradet (83).

Au niveau de la pointe des Oursinières (éperon rocheux verrouillant la partie Nord de l'entrée de la Rade de Toulon), Le Conservatoire du littoral est propriétaire d'un ensemble immobilier issu d'affectation de nombreux anciens terrains militaires.

Les parcelles concernées par la présente convention ont été classées au domaine propre du Conservatoire du littoral par délibération de son conseil d'administration en date du 29/10/2008 et relèvent par conséquent du domaine public.

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée (MTPM) assure la gestion par convention signée le 28 septembre 2020 pour 12 années.

Dans le cadre de la vente des immeubles de l'ancien centre de transmissions et de la batterie de Carqueiranne et du repositionnement de la servitude du sentier du littoral sous gestion MTPM, ENEDIS, le bénéficiaire a sollicité l'autorisation d'établir sur le domaine du Conservatoire du littoral une ligne électrique souterraine (réunion technique sur site du 18 octobre 2024) .

Cette nouvelle ligne enterrée permettra, dans un second temps, de supprimer une ligne aérienne disgracieuse et dangereuse en milieux forestier (risque d'incendie de forêt) alimentant le quartier.

ARTICLE 1. OBJET

1.1 Autorisation d'occupation

Le Bénéficiaire est autorisé à occuper une partie de la parcelle cadastrée :

A La Londe les Maures

Section	N°	Lieu-dit	Surface	Surface occupée
BH	54	Chemin du Pas des Gardéens	25 980	2.8
BH	56	Chemin du Pas des Gardéens	256 572	6.0
TOTAL	2 parcelles		257 552	8.8 m2

Telle que délimitée au plan annexé à la présente convention.

Cette autorisation d'occupation est consentie sur le domaine public du Conservatoire du littoral afin de permettre le passage de ligne électrique souterraine.

La présente autorisation d'occupation du domaine public est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions de l'article R.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

Elle n'est pas constitutive de droits réels.

1.2 Clauses générales

Le Conservatoire accorde au bénéficiaire, l'autorisation d'occuper une emprise de 8.8 m² sur la parcelle susvisée et d'y établir une ligne électrique souterraine, sur une longueur de 88 ml et à une profondeur au moins de 1 m, conformément au plan délimitant l'emplacement réservé et à la carte de localisation des installations annexés à la présente convention.

La présente convention ne confère au Bénéficiaire, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux. Elle revêt un caractère strictement personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit, sous peine de retrait d'office.

ARTICLE 2. DURÉE

Cette autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente convention, et pour la durée de l'exploitation de la ligne électrique par le bénéficiaire.

ARTICLE 3. REDEVANCE

3.1 Modalités de paiement

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement par le Bénéficiaire d'une redevance unique de 2841 €, payable d'avance (1 mois avant le début des travaux), entre les mains de l'agent comptable du Conservatoire du littoral.

3.2 Modalités de calcul

Le montant de la redevance est établi comme suit :

$$R \text{ linéaire} = 0.386 \text{ €/ml}$$

$$R \text{ emprise} = 319 \text{ €/m}^2$$

$$\text{Redevance} = R \text{ linéaire} \times 88 \text{ m} + R \text{ emprise} \times 808 : \mathbf{2841 \text{ €}}$$

ARTICLE 4. DROITS ET OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

4.1 Travaux : implantation de lignes souterraines

Le bénéficiaire est autorisé à enfouir dans le sol une ligne électrique et ses dispositifs annexes qui seront enterrés à une profondeur d'au moins un mètre par rapport à la surface normale du sol, cette profondeur pouvant être ramenée toutefois à soixante centimètres en cas de terrain rocheux compact.

4.2 Droits

Cette implantation donnera droit au bénéficiaire et à toute personne mandatée par lui :

- de pénétrer en tous temps et d'exécuter tous les travaux nécessaires sur le terrain pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de l'ouvrage ;
- d'effectuer tous les travaux jugés utiles pour la sécurité de l'exploitation de la ligne électrique. Il devra toutefois, du fait de ces travaux, n'entraver en rien la libre circulation sur les chemins, sentiers et couloirs ;
- de procéder aux abattages ou essouchements des arbres ou arbustes nécessaires à l'exécution ou l'entretien des ouvrages prévus ci-dessus;
- de procéder, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, au recépage des recrus sur l'emprise du terrain déboisé, de couper ou d'élaguer les arbres qui pourraient gêner le fonctionnement de la ligne.
Le Conservatoire et le gestionnaire du site devront en être avisés par lettre au moins huit jours à l'avance.

4.3 Obligations

Le bénéficiaire s'engage :

- à remettre en état les terrains à la suite des travaux de pose, de réparation ou d'enlèvement des ouvrages, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le Conservatoire aura la libre disposition de la bande de terrain susvisée ;
- à effacer dans un second temps, la ligne aérienne obsolète alimentant le quartier
- à exécuter tous les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur et de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au minimum ;
- à indemniser le Conservatoire, le gestionnaire ou l'exploitant des dommages qui pourraient être causés au terrain, aux plantations, aux cultures, ainsi qu'aux haies, bois, arbres isolés, en raison de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de réfection ou de suppression des ouvrages ou de l'exercice du droit d'accès au terrain, et, d'une façon générale, de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux.

4.4 Respect des lois et règlements

Les lois et règlements en vigueur doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire, notamment ceux relatifs à l'urbanisme, à l'environnement, à la police, aux monuments historiques classés, à l'ouverture au public et à l'hygiène et à la sécurité du travail.

ARTICLE 5. DROITS ET OBLIGATIONS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire conserve la pleine propriété du terrain et s'engage :

- à ne procéder à aucune construction, ni dépôts, ni remblais, à aucune plantation d'arbres dans la bande concernée qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages ;
- à ne pas porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation ou d'en gêner l'accès ;
- à indiquer l'existence de la convention à l'exploitant éventuel du terrain, ou au nouvel exploitant en cas de changement ;
- à moins que le Conservatoire ne demande au bénéficiaire de les faire détruire sur place, il conservera la propriété des produits provenant des recépages, abattages ou élagages, et les utilisera conformément aux dispositions du Code Forestier.

ARTICLE 6. DROITS ET OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le Gestionnaire s'oblige à ne procéder à aucune construction, ni dépôts, ni remblais, à aucune plantation d'arbres dans la bande concernée qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

Le Gestionnaire alertera le Bénéficiaire de tout incident ou anomalie qui affecterait notablement les ouvrages, pour quelque cause que ce soit, afin que ce dernier prenne, sans délai, les mesures nécessaires.

ARTICLE 7. RETRAIT DU TITRE D'OCCUPATION

7.1 Retrait de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions

Faute par le Bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente autorisation et notamment en cas de :

- non-exécution de la remise en état du site après travaux,
- non-paiement de la redevance,

L'autorisation pourra être retirée par le Conservatoire du littoral, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.2 Retrait pour motif d'intérêt général

L'autorisation peut être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général.

Dans ce cas, le Bénéficiaire est indemnisé par le Conservatoire du littoral du préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée.

A défaut d'un accord amiable entre les parties sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal administratif de TOULON

7.3 Renonciation à son titre d'occupation par le Bénéficiaire

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant la date fixée, le Bénéficiaire en informe le Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum de 3 mois avant le terme souhaité.

ARTICLE 8. FIN DE LA CONVENTION

8.1 Indemnisation

À l'expiration de la présente convention, l'occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux ni réclamer aucune indemnité.

8.2 Sort des ouvrages

Au terme de la présente convention, ou en cas d'arrêt définitif de l'exploitation des ouvrages, le Bénéficiaire s'engage à remettre les lieux en l'état en procédant à l'enlèvement de tout ou partie des ouvrages implantés sur la parcelle AZ 39 dans un délai de 6 mois

ARTICLE 9. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

9.1 Responsabilités

Le Bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par la réalisation des ouvrages, constructions et installations à caractère immobilier ou à leur exploitation.

En cas de dégradation du poste de transformation et ses annexes ou de troubles apportés à son fonctionnement, sauf faute avérée du Conservatoire et de ses agents, ou du gestionnaire du site et de ses agents, le Bénéficiaire sera responsable, dans les conditions du droit commun, envers le Conservatoire et envers tous tiers, de tous les incendies, dégâts ou accidents causés par la présence, l'exploitation, et l'entretien du poste de transformation et de ses accessoires ; ou dans l'exécution des travaux visés à l'article 2. Il sera tenu d'exécuter, à toute réquisition du Conservatoire, les travaux nécessaires pour réparer à ses frais les dommages en résultant.

ARTICLE 10. LITIGES

Conformément à l'article L.2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en cas de litiges entre les parties sur les modalités et exécution de la présente convention le tribunal administratif territorialement compétent sera saisi.

ARTICLE 11. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'entière exécution des présentes et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élection de domicile, pour le Conservatoire du littoral, au siège du Conservatoire du littoral à La Corderie Royale à Rochefort (17306), pour le Bénéficiaire [...].

DONT ACTE,

Fait le, 12/12/2024

Le Directeur du
Conservatoire du littoral,
Monsieur Philippe VAN DE MAELE

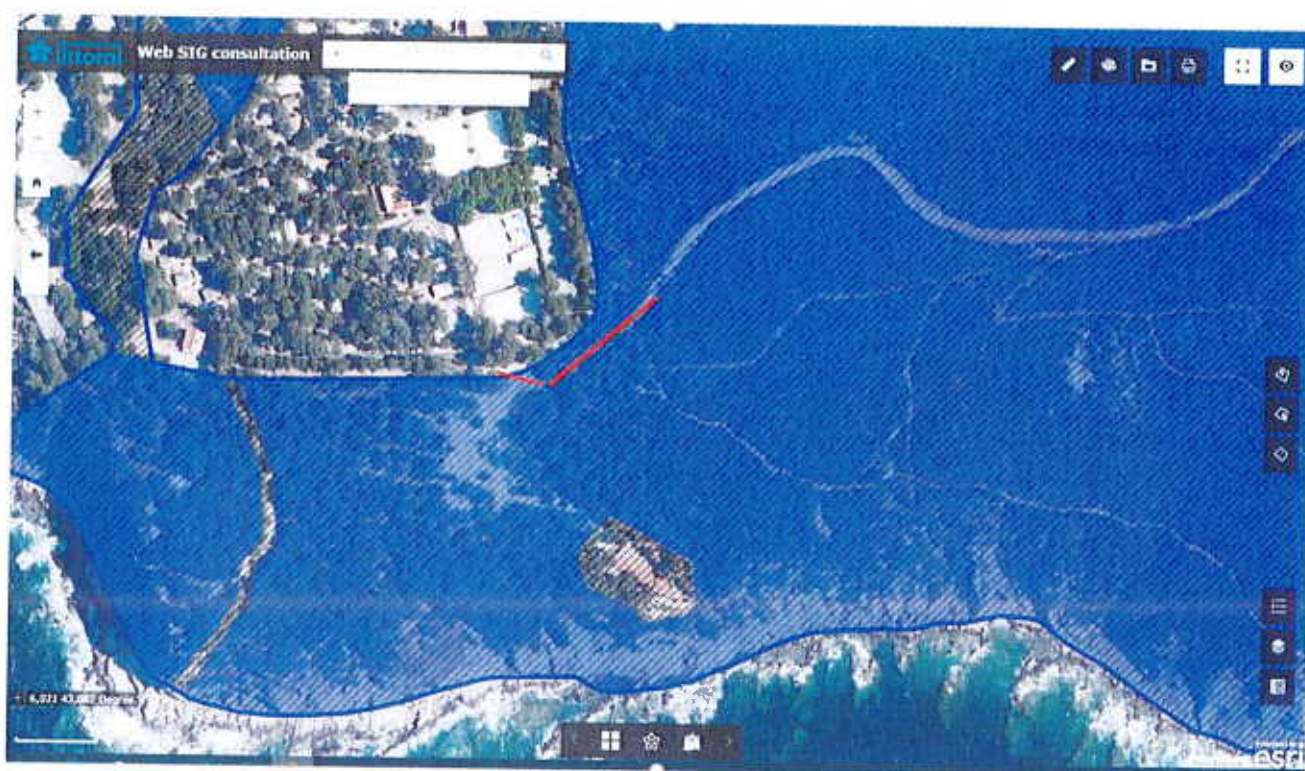
Le Gestionnaire,
Le Président de la
Métropole TPM,
Monsieur Jean Pierre
GIRAN

Le Bénéficiaire,
ENEDIS N. GAUTIER
DR Côte d'Azur - D2RC
Site Le Coudon
Responsable de Groupe
836 Route Départementale 97
83130 LA GARDE

Annexes :

- Annexe 1 : Localisation de la ligne électrique enterrée
- Annexe 2 : Plans d'implantation de la ligne

Annexe 1 : localisation de la ligne



Annexe 2 : Plan d'implantation de la ligne enterrée



ENEDIS Côte d'Azur
Site de la Garde
Lieu dit LA CHABERTE, RD 97
83130 LA GARDE

PLAN DE CONVENTION

Poste HT/BT « C C A S »
EXT C5 – ESID TOULON
379 Chemin du Passage des Gardeens
83220 LE PRADET

Câble Souterrain Basse Tension

(-S1- X= 946435.98 Y=6224849.39 / -A- X=946371.23 Y=6224804.88)

NUMERO D'AFFAIRE
DE25/025486

CHARGE D'AFFAIRE
Kevin RAVILLY
Tel: 06 75 80 53 83
kevin.ravilly@enedis.fr

Ce dossier contient les éléments suivants :
Plan de situation p. 2
Plan cadastral p. 3
Plan de projet p. 4

DATE DE CREATION
05/07/2024

IDENTIFICATION PROPRIETAIRE

Commune de LE PRADET

Section BH – Parcelle : N° 54 - 56

Propriété de

CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET
RIVAGES LACUSTRES

BASTIDE BEAUMOIR
3 RUE MARCEL ARNAUD
13100 AIX EN PROVENCE

- Parapher chaque page du présent dossier, signer et dater la dernière page avec la mention "lu et approuvé" précédant la signature
- Parapher chaque page de la convention jointe, dater et signer la dernière page avec la mention "lu et approuvé" précédant la signature



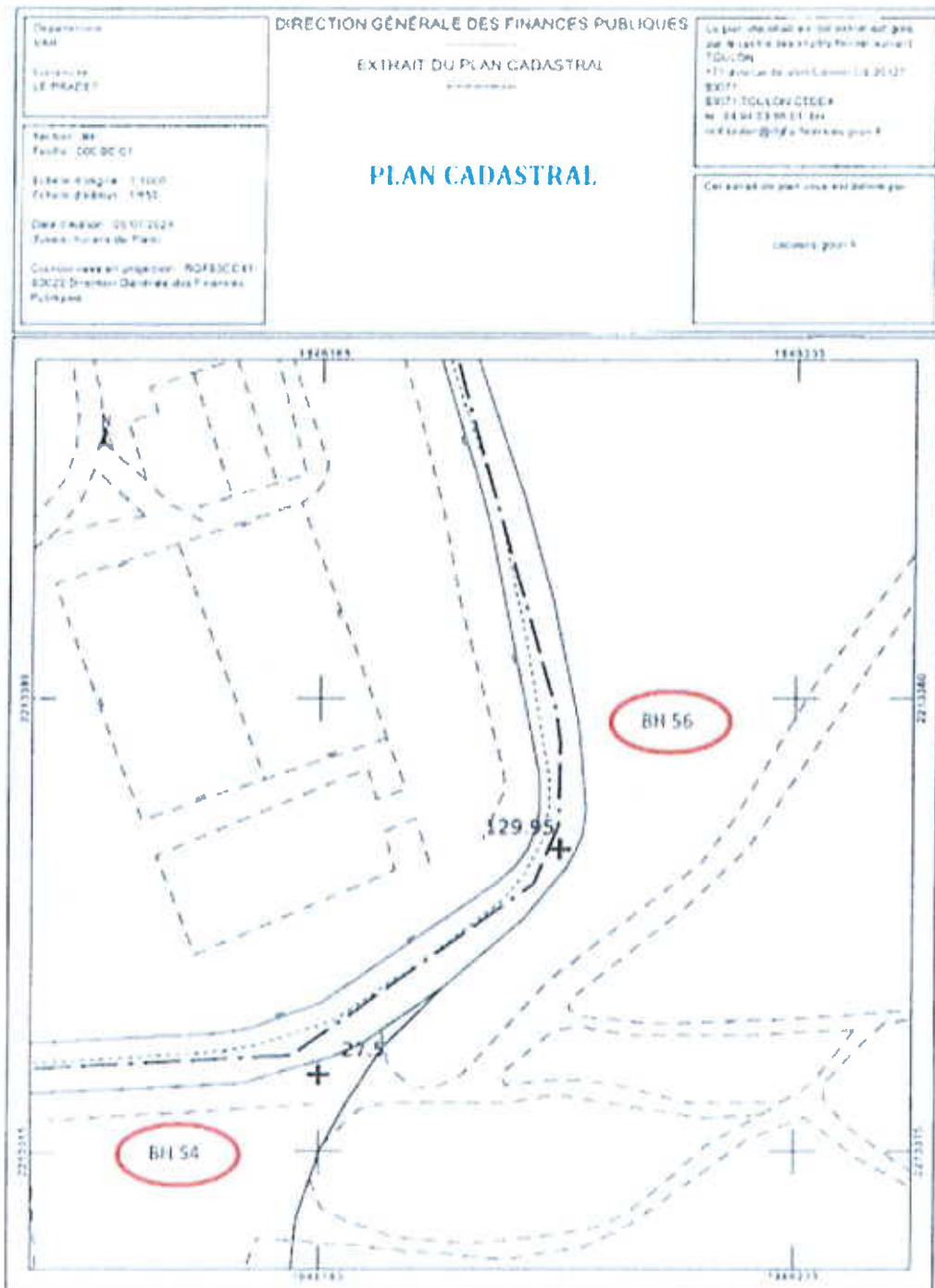
B.E.T.P.
Z. Les Fontaines
83220 TOULON
Tel: 07 51 41 67 61
etudes.betp@gmail.com



VACOTRA
Au Lion-Briquet
83130 LA GARDE
Tel: 07 51 41 67 61
etudes.betp@gmail.com

PLAN DE SITUATION





PLAN PROJET

